

COMPTES RENDUS

ZENDINGSVERSLAGEN

STATEMENTS

RELACIONES DE MISSIONES

Impressions de développement agricole au Rwanda

par D. Froment*

J'ai eu la chance de passer quelques jours au Rwanda en juin 1984. J'y avais séjourné de 1969 à 1976. Cette retrouvaille m'a apporté une grande satisfaction.

Après huit ans d'absence, j'ai revu un pays dont l'infrastructure s'est modernisée. L'électricité arrive dans de nombreux marchés et institutions isolées. Des routes goudronnées relient plusieurs centres urbains à Kigali qui s'est considérablement agrandie. Mais c'est surtout la campagne qui a retenu mon attention. Une évolution, agréable à constater, s'effectue.

La campagne reste bien ordonnée, multitude de petits champs et de bananeraies étagés en banquettes sur les collines, caféières le long des routes plus ou moins bien paillées, marais drainés couverts de billons de patate douce, parcours grignotés de toutes parts, végétation naturelle bien mal menée mais aussi des boisements de cyprès et d'eucalyptus nouvellement plantés. Une impression d'ordre et de rigueur se dégage. Pourtant, ce mois de juin est bien sec et les semis tardifs n'auront donné que de maigres récoltes.

L'activité est partout présente sur les collines. Des gens vont et viennent, soucieux de leurs travaux, contents de leurs commissions, satisfaits d'un moment passé chez un voisin, voire d'une fête où la bière de sorgho et le vin de banane étaient agréables.

Ces images quelque peu idéalisées que l'on retrouve au long des routes ravivent les souvenirs et l'idée d'une évolution s'impose.

Après huit ans, la population rwandaise, à plus de 85 % agricole, si elle s'accroît de 3 % par an, a dû augmenter d'environ 25%. Soit une population plus importante du quart qu'il faut nourrir. Les nouvelles exploitations, quand elles ont pu s'implanter, ont dû

être établies à partir d'un espace agricole déjà exploité qu'il a fallu convertir, forêts ou parcours dont les terres sont souvent moins aptes à l'agriculture. Mais malgré cela, le taux d'autosuffisance alimentaire face à l'accroissement de la population paraît se maintenir. Il reste, comme au Burundi d'ailleurs, beaucoup plus favorable que dans bien des pays africains.

Un tel résultat n'est possible que si les campagnes se sont transformées, qu'il y ait eu un transfert de technologies, l'adoption d'innovations. J'en prends pour confirmation quelques exemples parmi d'autres.

Une conversation avec des responsables du développement montre que des idées qui paraissent nouvelles il y a quinze ans, sont aujourd'hui très largement admises. Tout le monde parle des fermettes et de l'intégration agriculture - élevage qu'elles permettent en assurant la conservation du sol. Pourtant en 1970 encore, certains se posaient le problème de savoir si l'on devait conserver l'élevage bovin dans des régions densément peuplées.

Quand trois chercheurs de l'Institut des Sciences Agronomiques du Rwanda (ISAR) lancèrent l'idée puis développèrent deux fermettes basées sur l'expérience antérieure du paysannat pilote de Muhero, peu de personnes crurent à leur intérêt (1). Aujourd'hui, des innovations se greffent sur ce schéma. L'assistance technique allemande en coopération avec les services de l'agriculture leur associe des techniques d'agro-sylviculture prometteuses.

En consultant la liste des espèces vivrières diffusées par le Service des Semences Sélectionnées (SSS), on s'aperçoit qu'un grand nombre provient des stations de recherche où elles faisaient encore partie d'essais il y a moins de dix ans.

* B.P. 3718 Dakar - Sénégal.

A regarder les collines, il semble que la lutte anti-érosive reprenne. Cette action est préconisée depuis les années 1930 et peut être avant. D'abord imposée par l'autorité puis rejetée par la population, elle paraît finalement comprise, appliquée, par nécessité il est vrai et après quarante ou cinquante ans. Certainement que si l'on avait mieux associé les intéressés, les résultats obtenus auraient été plus rapides. Actuellement, les techniques de lutte anti-érosive paraissent comprises des paysans. Ils en ont accepté l'essentiel - l'établissement de haies de Pennisetum ou de Setaria en bordure des champs dont le produit de la fauche peut servir à nourrir du bétail ou à pailler la caféière; la création d'une surface de faible pente pour établir les labours - mais ils ont modifié la technique. La longue terrasse isohypse préconisée par les services de vulgarisation a fait place à des banquettes, chacune à son niveau et de la dimension d'une sole. La longue terrasse aurait facilité la mécanisation ultérieure de certaines opérations culturales (traction bovine, motoculture). Cet aspect n'a pas été ressenti, le thème de la mécanisation ne se faisant pas sentir comme un besoin et n'ayant pas été diffusé avec suffisamment d'arguments. Seule la nécessité de conserver un sol agricole a été pris en compte. Il y a donc eu par le paysan choix et adaptation à ses besoins d'une technique préconisée.

Très apparent dans le paysage est l'extension de la culture de l'avocatier. Qui a connu le Rwanda avant 1960, puis dans les années 1970 et le retrouve aujourd'hui, est frappé par le nombre d'avocateurs plantés autour des maisons et dans les champs. Dès les années 1940, les services de vulgarisation ont cherché à étendre la culture de l'avocatier pour approvisionner les marchés en fruits mais aussi pour augmenter les sources de matières grasses dans un pays où la culture de l'arachide est limitée par la surface labourable et où le palmier à huile ne produit plus.

Outre divers particuliers et missions, la station de l'ISAR à Rubona, INEAC à l'époque, a introduit avant 1940 des avocatiers en provenance de Mulungu au Kivu (Zaïre).

Au départ, la diffusion a été lente. Quelques paysans ont accepté des plants, souvent donné gratuitement, simplement pour voir, si pas seulement pour ne pas déplaire. Cette situation a duré une dizaine d'années. Au Rwanda, l'avocatier de semis met cinq à huit ans avant d'entrer en production. Des premiers arbres diffusés, tout au moins de ceux qui avaient échappé à la houe, à la chèvre et au besoin de bois, les fruits furent vendus sur les marchés et principalement aux Européens qui connaissaient le fruit. La recette parut intéressante et les arbres en production furent conservés. La diffusion devint plus facile mais restait limitée et surtout destinée à un marché hors du milieu rural. Lorsqu'un avocatier arrive en pleine production, il peut donner jusqu'à

200 Kg de fruits par arbre, près de 35 Kg de matières grasses. C'est à dire qu'il y a vite des fruits qui ne peuvent plus être commercialisés. Ces fruits furent goûtés par les paysans, surtout par les enfants qui prirent l'habitude d'en manger. Les noyaux, jetés à droite et à gauche, ont donné des arbres qui furent plus ou moins consciemment conservés, souvent à proximité des maisons. Les enfants des années 1950 sont aujourd'hui chefs de familles. Ils mangent des avocats. Ils plantent volontairement des arbres et conservent ceux qui ont poussé dans leurs champs.

Le SSS a diffusé jusqu'à 800.000 noyaux et plants par an entre les années 1975 et 1980. Il estime qu'il y a actuellement en moyenne trois avocatiers par exploitation aux altitudes en dessous de 1900 mètres. C'est un beau succès d'une longue coopération entre la recherche et le développement. Depuis 1972, le service de l'ISAR qui travaille les plantes fruitières a introduit des variétés qui, multipliées par greffage, peuvent fructifier à plus de 2000 mètres d'altitude (3). Une étape nouvelle s'ouvre pour le développement.

D'autres exemples récents, comme l'extension de la culture du soja et ses limites ou le grand développement des cultures en marais mais aussi des exemples plus anciens, comme l'introduction de cultures qui paraissent aujourd'hui traditionnelles (manioc, patate douce, pomme de terre, oranger ou, dans certaines régions d'altitude, le blé et l'orge) pourraient illustrer le dynamisme du paysan rwandais.

Cette possibilité d'adaptation témoigne de la conscience paysanne. Par son comportement progressiste, le paysan a démenti depuis plusieurs décennies, les prévisions pessimistes des experts qui n'ont pas intégré dans leurs modèles la capacité intrinsèque d'évolution du milieu rural. La chute des rendements prède, suite à l'accroissement de la population rurale et à la surexploitation des terres, n'a pas encore eu lieu au Rwanda. La transformation progressive des systèmes de culture a pu souvent faire face, du moins jusqu'à présent, à ce déficit. La situation reste périlleuse mais, jusqu'à présent, elle a pu être contrôlée.

Il est regrettable cependant que les adaptations ne soient prises en compte que tardivement, face à la nécessité, généralement celle de conserver un certain niveau de consommation. Les sollicitations extérieures, par exemple le besoin de vivres supplémentaires que nécessite l'accroissement de la population urbaine, ne paraissent pas avoir concerné le paysan. La ville ne fait pas partie de son souci, de sa culture.

Cette stabilité de la production n'a été acquise qu'au prix d'un travail supplémentaire, rendu possible par l'accroissement de la main d'œuvre disponible. A surface égale travaillée, la culture intensifiée

rapporte plus de produits que la culture extensive mais nécessite plus d'efforts. Le niveau de vie ne se maintient que par ce travail supplémentaire. Le système ne dégage pas plus d'excédents. A noter que plus la densité de la population est grande plus le contrôle de l'environnement, des facteurs de production, doit être rigoureux.

Le développement de techniques culturales nouvelles, capables de dégager une production excédentaire, paraît limité plus par des causes économiques et sociales, d'intégration du monde rural au développement national, que par un manque d'assimilation des innovations. L'étrécissement de l'horizon est un facteur limitant du progrès. L'échange de marchandises n'est intéressant que si il sert à élargir l'horizon, à apporter un confort, à créer de nouvelles relations sociales.

En passant du monde limité mais sécurisant des quelques collines avoisinantes à celui d'une nation, le paysan désire son intégration. Il attend de cet environnement nouveau des biens nouveaux mais surtout la satisfaction d'aspirations liées à la modernité, pouvoir mieux se soigner, faire enseigner ses enfants ou étendre ses relations culturelles. Il désire la considération et le juste prix de son effort. Une campagne exportatrice ne peut rester la brousse ni devenir un arrière pays.

Au Rwanda, les relations entre la ville et la campagne sont restées bonnes. Tous les citoyens gardent de profondes attaches en milieu rural. Beaucoup sont intéressés par une exploitation agricole. Un bon équilibre se maintient. Kigali et d'autres centres se développent tout en restant accessibles. Ils représentent des marchés intéressants pour les campagnes avoisinantes. La modernisation de l'infrastructure nationale engage bien l'avenir.

L'appui au développement des campagnes est encore renforcé par un important réseau de vulgarisation qui apporte des idées neuves et oriente les choix.

Faire connaître l'innovation est tout aussi important que sa recherche. L'application d'un résultat à un milieu physique, socio-culturel et économique déterminé nécessite un savoir faire qui associe la technique aux valeurs humaines. Le transfert d'une technologie doit se faire d'une manière souple. Il faut que le paysan puisse l'adapter à sa connais-

sance du milieu. Il doit finir par la ressentir sienne. Tout schéma rigide doit être écarté. Il faut distinguer ce qui ponctuellement doit être absolument appliqué et ce qui peut être laissé à l'initiative de l'utilisateur.

Une stratégie nationale a été définie par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Des dialogues par groupes, à différents niveaux de responsabilité - colline, commune, préfecture, ministère- ont été institués. Parallèlement, de nombreux volontaires renforcent cette action par des contacts directs avec les producteurs.

La vulgarisation doit s'appuyer sur la recherche. Ce n'est pas au paysan d'en faire les frais. Mais si la recherche agricole a besoin d'une structure adéquate, il est indispensable qu'une large part se fasse en milieu rural. Sans recherche, la vulgarisation manquera rapidement de thèmes circonstanciés. Elle se cantonnera dans des généralités qu'il est certes bon de répéter mais qui sont insuffisantes pour valoriser l'innovation qui correspond aux besoins d'un terroir, aux créneaux d'un marché.

Le danger d'une dégradation des conditions de production reste cependant grand. L'intensité de l'exploitation agricole laisse peu de marge pour pallier aux conséquences d'une perturbation climatique ou pour s'adapter à un accroissement trop important de la population. D'autre part, l'extension trop rapide de Kigali et des centres urbains, favorisés par la croissance démographique et la quête d'un mode de vie moderne, pourrait isoler la campagne. Certaines grandes villes trouvent plus facilement à s'approvisionner à l'étranger et délaissent les campagnes pour faire face à leurs problèmes, souvent aigus.

Le développement agricole du Rwanda nécessiterait évidemment une approche plus objective. Ces impressions montrent cependant que bien des estimations pessimistes de l'évolution du milieu rural ont été déjouées par les possibilités d'adaptation des paysans. L'agriculteur rwandais a montré ses capacités à maîtriser sa production. L'espoir de la poursuite de l'accroissement de la production agricole, d'un développement harmonieux paraît donc réaliste. Le Gouvernement y contribue par le développement d'une infrastructure étendue au milieu rural et par l'appui à la recherche agricole et à sa vulgarisation.

— Ces impressions ont été recueillies au cours d'une mission faite pour le compte de la FAO dans la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) Burundi, Rwanda, Zaire. La mission s'est déroulée en mai-juin 1984. Ces impressions sont cependant tout à fait indépendantes de l'objectif de la mission qui n'est pas concernée par elles.

— D. FROMENT, ingénieur agronome des Eaux et Forêts AIGx. Coopérant technique belge à l'ISAR de 1969 à 1976 en qualité de Directeur Général Conseiller à la Direction Générale de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA)

(1) Messieurs G. Deschuytener, A. Camerman et A. Furnémont, Ingénieurs agronomes CTB, mirent au point un modèle pour déterminer comment un système agricole adapté à la région de Butare, région densément peuplée, pouvait accepter les innovations de la recherche et quel était leur impact sur l'ensemble de l'exploitation. A. Furnémont jusqu'en 1981, puis divers services de l'ISAR ont poursuivi l'étude du modèle en apportant les adaptations nécessaires.

Monsieur G. Delepière, Ingénieur agronome CTB, a suivi pendant près de vingt ans l'évolution du paysannat pilote de Muhero. L'étude a permis de dégager différents impératifs au développement rural du Rwanda.

(2) Projet d'agro-sylviculture de Nyabisindu.

(3) Monsieur R. Wathélet, Agronome CTB, a contribué à introduire au Rwanda plusieurs variétés sélectionnées d'avocatier qui ont été greffées. Ces variétés ont été fournies en grande partie par l'Institut de Recherches sur les Fruits et Agrumes à Paris, à partir de sa station de Corse.